



Cheminots de l'Équipement *Participez nombreux à la manifestation unitaire du 25 novembre 2004*

Le 25 novembre, ensemble, réaffirmons avec force, que les décisions prises par le gouvernement, les pouvoirs publics et la direction SNCF sont inacceptables !

Pour la plupart, elles conduisent à de nouveaux reculs sociaux, à un affaiblissement du service public ferroviaire, et à un éclatement de la SNCF au travers des multiples projets de filialisations/privatisations de services entiers de la SNCF.

Au bout du compte, ce sont toujours les usagers, la population et les cheminots qui en payent l'addition :

- ❑ *Réduction de l'offre ferroviaire, augmentation des tarifs pour le plus grand nombre, report du trafic sur la route, pour les populations et les usagers.*
- ❑ *Suppression massive d'emplois, baisse du pouvoir d'achat, dégradation des conditions de travail, sécurité fragilisée, accidents mortels et agressions en hausse pour les cheminots.*

Aussi, le 25 novembre, la CGT appelle les cheminots de l'équipement à agir en participant nombreux à la manifestation UNITAIRE à Paris (Place de la Bastille), pour exiger la mise en œuvre d'une autre politique garantissant le développement et l'amélioration du service public ferroviaire, de l'emploi à statut, de l'augmentation des salaires, des conditions de travail et de la sécurité !

Le 25 novembre
Tous à la Bastille

**EXIGEONS LE DESENDETTEMENT
DU SYSTÈME FERROVIAIRE.
REJETONS TOUTES TENTATIVES
DE FILIALISATION/PRIVATISATION
DE LA SNCF ET DE LA FONCTION
ÉQUIPEMENT.**

Le gouvernement et les pouvoirs publics, en refusant de désendetter le système ferroviaire et en se désengageant progressivement du financement des services publics, préconisent au travers du rapport « MARIOTON » l'éclatement de la SNCF et de la fonction équipement !

Il en est ainsi de certaines préconisations visant à modifier le contenu de la LOTTI (Loi d'Orientation des Transports Intérieurs) et ainsi permettre et préparer :

- ↳ *le basculement au sein de RFF des personnels SNCF chargés de la maintenance et de l'entretien ou à défaut de permettre une mise en concurrence de la SNCF sur sa fonction de maintenance et d'entretien du réseau ;*
- ↳ *la création d'une filiale commune SNCF-RFF, chargée de gérer et d'exploiter les gares en vue d'une privatisation partielle de cette filiale.*

La mise en œuvre de tels choix est inacceptable. Non seulement cela conduirait à l'éclatement complet de la SNCF mais encore de telles propositions nient les impératifs de sécurité qui avaient conduit les pouvoirs publics, lors de la création de RFF, à faire de la SNCF l'intervenant unique pour la maintenance et l'exploitation du réseau.

Le 25 novembre,
À partir de 11 heures
À la Bastille,

- ❑ **réaffirmons la priorité
à la sécurité,
pas aux profits !**
- ❑ **Éxigeons des moyens
supplémentaires (effectifs -
investissements - moyens
matériel) pour la maintenance
et la modernisation du réseau.**

Face à l'insuffisance des moyens alloués par l'État, les pouvoirs publics et RFF, et en accord avec ces derniers, la direction de l'entreprise a fait le choix :

✘ de ne plus assurer la totalité de la maintenance préconisée sur une partie du réseau et de repousser à plus tard certains travaux de modernisation.

➤ Les résultats de tels choix sont plus qu'inquiétants puisque, pour préserver néanmoins la sécurité des circulations, des limitations temporaires de vitesse ont été mis en œuvre : 300km de ralentissement en 2003, 800km en 2004, et 1500km de ralentissement annoncés pour 2005.

C'est l'existence même de nombreuses petites lignes qui est ainsi remise en cause.

Certes RFF et la SNCF ont annoncé un audit indépendant sur l'état de l'infrastructure et sur la maintenance, pour autant la question centrale reste posée.

L'État et les pouvoirs publics ont-ils l'intention ou pas d'octroyer des moyens suffisants pour maintenir, moderniser et développer le réseau ferroviaire français ?

**Le 25 novembre,
réaffirmons notre opposition à toute
baisse d'effectif à la SNCF et à
l'Équipement.**

Il est faux d'affirmer qu'il y ait des sureffectifs dans les établissements équipement. Bien au contraire, il manque partout des effectifs que la direction tente de camoufler par des restructurations qui ne font que déstabiliser les cheminots et aggraver leurs conditions de vie et de travail, c'est inacceptable !

Les 1000 suppressions d'emplois programmées et réalisées à l'équipement pour 2004 sont à dénoncer partout avec force.

2005 ne peut être de la même teneur !

Dans bon nombre de régions et d'établissements la mobilisation dans la continuité du 9 septembre s'amplifie fortement et c'est sur ce ton là que doit se construire l'action nationale du 25 novembre.

D'autant que nous avons connu une vague d'accidents graves et mortels qui laissent sur le carreau des familles entières. Continuer dans ce choix politique ne pourra jamais résoudre nos difficultés mais aura pour vrai but, l'augmentation d'une productivité aveugle, peu regardante sur la vie humaine. La direction se retrouve bien souvent piégée à sa propre stratégie, et s'autorise à sanctionner lourdement le dernier lampiste de la chaîne (exemple : AMIENS, MARSEILLE, BORDEAUX, etc...).

Rappelons que la responsabilité des différents dysfonctionnements n'incombe pas aux cheminots, mais bien au manque de moyens pour organiser nos chantiers selon les règles de sécurité en vigueur.

Le 25 novembre, Revendiquons ensemble.

- ↪ Des embauches supplémentaires de cheminots à statut et l'augmentation des effectifs dans les établissements Équipements.
- ↪ L'arrêt immédiat des restructurations et de toutes mesures d'éclatement et de réductions de l'offre ferroviaire.
- ↪ Le désendettement du système ferroviaire, le retour à l'unicité de la SNCF et des moyens supplémentaires pour la maintenance et la modernisation du réseau ferroviaire.
- ↪ Le renforcement du statut, l'amélioration et le respect de la réglementation.
- ↪ La revalorisation des primes de travail à l'équipement et l'ouverture de négociations salariales visant le règlement du contentieux salarial.
- ↪ L'amélioration du déroulement de carrière et l'accès à une formation de qualité pour tous.

Montreuil, le 2 novembre 2004